



AUTORISANT du 9 janvier au 28 avril 2023, l'entreprise «SOGEA IDF» à réaliser des travaux de renouvellement d'une conduite d'eau potable et des branchements pour le compte de l'entreprise « AQUAVESC », **dans le boulevard de la République, dans sa section comprise entre les rues Joséphine et Alexandre-Coutureau ;**

G.F./C.T.

ÉDICTANT des mesures de police d'accompagnement pendant la durée du chantier.

Le maire de la ville de Saint-Cloud ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-2 ;

Vu le Code de la route, notamment les articles R. 417-9 à R. 417-13 ;

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 610-5 et R. 131-13 1^{er} ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié (notamment par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992) relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté municipal permanent n° 2017-260 du 21 décembre 2017, fixant les conditions de stationnement dans l'ensemble des zones payantes aménagées dans l'emprise des voies publiques et étendant le stationnement payant résidentiel et rotatif à tout le territoire communal ;

Vu les arrêtés municipaux permanents n°s 2019-48 du 1^{er} mars 2019 et 2022-36 du 16 mars 2022, ajustant le périmètre des zones payantes aménagées dans l'emprise des voies publiques du territoire communal ;

Vu l'arrêté municipal n° 2020-323 du 9 septembre 2020, portant délégation de fonction et de signature à Mme Capucine du SARTEL ;

Vu le règlement de voirie approuvé par le Conseil municipal le 10 mai 2012 ;

Vu l'avis du conseil départemental des Hauts-de-Seine en date du 16 décembre 2022 ;

Considérant que l'entreprise «SOGEA IDF» doit réaliser des travaux de renouvellement d'une conduite d'eau potable et des branchements pour le compte de l'entreprise « AQUAVESC », dans le boulevard de la République, dans sa section comprise entre les rues Joséphine et Alexandre-Coutureau ;

Considérant que cette opération nécessite d'édicter des mesures de police conservatoires dans la zone de chantier dans le but de permettre à l'entreprise intervenante de mener à bonne fin sa mission tout en assurant la sécurité des automobilistes et des piétons ;

ARRÊTE :

Article 1 : Du lundi 9 janvier au vendredi 28 avril 2023, entre 8 h 30 et 16 h 30, l'entreprise sera autorisée à réaliser les travaux susmentionnés pour le compte de l'entreprise « AQUAVESC ».

Article 2 : Pendant la durée des travaux, les mesures de police suivantes seront applicables dans le périmètre de la voie susmentionnée touchée par l'opération :

- la chaussée sera rétrécie au droit du chantier avec une largeur maintenue à 3 mètres, entre 8 h 00 et 16 h 30 ;
- un alternat par feux tricolores ou manuel sera mis en place par l'entreprise ;
- la circulation des véhicules automobiles pourra être momentanément interdite entre 9 h 00 et 16 h 30 et suivant l'avancement des travaux dans les rues Joséphine, Preschez, des Terres-Fortes, Émile-Verhaeren, de Montesquiou, des Tennerolles et de Montretout ;
- des déviations par les rues adjacentes seront mises en place par l'entreprise ;
- le stationnement des véhicules automobiles sera interdit et déclaré gênant sur dix places de stationnement situées dans le boulevard de la République, entre les rues Joséphine et Alexandre-Coutureau suivant l'avancement du chantier ;
- la circulation des piétons sera maintenue sur le trottoir.

Article 3 : La société intervenante sera tenue, par tous les moyens réglementaires de signalisation et de protection, de maintenir constamment et en toute sécurité la libre circulation des automobilistes et des piétons dans les zones de chantier. Elle aura en charge de garantir aux riverains l'accès à leur résidence et de veiller à la propreté du site.

Ladite société devra mettre en place dans les zones de travaux :

- des panneaux « Danger travaux » (A.K.5.) ;
- des panneaux de limitation de vitesse (B.K.14.) à 30 km/h ;
- des panneaux rétrécissement de chaussée (A.3.A et A.3.b) ;
- des panneaux « Rue barrée » et « Déviations » ;
- des panneaux « Stationnement interdit » (B.6 A.1).

Article 4 : 48 heures au moins avant le début du chantier, la société devra délimiter les zones interdites au stationnement des véhicules à l'aide de panneaux réglementaires de type B.6 avec bavette réglementaire.

Article 5 : Les véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté seront considérés en stationnement gênant et feront l'objet de procès-verbaux de contravention déférés devant les tribunaux compétents. Ils pourront être conduits au parc de la fourrière sous réserve que les services municipaux soient saisis préalablement pour chaque demande d'enlèvement.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché sur les emplacements habituels ainsi que 48 heures à l'avance sur les lieux des travaux.

Article 7 : La directrice générale des services, le directeur des services techniques municipaux, le commissaire de police, chef de la circonscription de la ville de Saint-Cloud, le responsable de la police municipale et tous les agents de la force publique seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'hôtel de ville de Saint-Cloud, le 19 DEC. 2022



Pour le maire de Saint-Cloud et par délégation,

Capucine du SARTEL

Capucine du SARTEL,
Adjointe au maire déléguée à la voirie,
à la propreté et à la mobilité.

Publication électronique de l'acte le : 19 DEC. 2022

Numéro :

Ou notification de l'acte le :

19 DEC. 2022

Acte exécutoire le :